



### **VI.3- Modification de l'impact sur les commodités du voisinage**

#### ***VI.3.a- Impact sonore***

La modification des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de **STE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** n'engendrera aucun impact supplémentaire significatif lié aux émissions sonores sur l'environnement.

En effet, l'activité supplémentaire liée au remblaiement du site sera réalisé à l'aide de pelles mécaniques et d'un bull, qui sont déjà présents sur le site dans le cadre de l'activité d'extraction. Les émergences supplémentaires seront très faibles.

Un contrôle des niveaux sonores sera maintenu, conformément à l'Article 14 de l'Arrêté Préfectoral du 20 Novembre 2012, au niveaux des points de mesures en limite de site mentionnés dans l'Arrêté Préfectoral, ainsi que vers les zones à émergence réglementée les plus proches (cf. chapitre IV.3). La fréquence des mesures sera maintenue à 5 ans, mais une fréquence de mesure plus courte pourra être réalisée à la demande de l'inspecteur des installations classées.

#### ***VI.3.b- Impact lié aux émissions de poussières***

Les incidences liées aux émissions de poussières engendrées par le projet n'augmenteront pas par rapport à l'activité actuelle du site.

En effet, la modification de l'activité de la carrière concerne le remblaiement du plan d'eau par des matériaux inertes extérieurs, qui ne seront pas stockés préalablement sur le site, mais déposés directement dans le plan d'eau. Ces matériaux ne seront pas soumis au vent.

Les émissions de poussières générées par le transport des matériaux resteront limitées, car la Société des **SABLIERES DE SAINTE-HELENE** continuera de mettre en place les mesures destinées à limiter les envols de poussières, comme par exemple l'arrosage préventif des pistes par temps sec et/ou venteux.

#### ***VI.3.c- Impact lié au trafic routier***

Le trafic actuel de la carrière représente environ une vingtaine de rotations de camions de 25 tonnes par jour. Au rythme maximal de 150 000 tonnes par an, ce trafic représente environ 27 rotations de camions par jour.

Les camions accèdent et sortent de la carrière en empruntant la route communale qui longe l'A 430 et passe par la zone industrielle voisine. Le trafic des camions évite ainsi l'ensemble des hameaux et le bourg de Sainte-Hélène-sur-Isère (cf. plan ci-contre).

L'activité de remblaiement prévoit l'accueil de 100 000 à 300 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes par an, pour un volume total de 1 350 000 m<sup>3</sup>. Cela représente entre 23 rotations de camions supplémentaires (pour un rythme de 100 000 m<sup>3</sup> de matériaux accueillis par an) et 65 rotations de camions supplémentaires par jour (dans le cas où le rythme d'accueil serait de 300 000 m<sup>3</sup> par an).

Il s'agit cependant d'une estimation haute, car une partie des camions qui apportent des remblais inertes pourront repartir avec des granulats de la carrière. Les camions fonctionneront ainsi en double flux.

De plus, les déchets seront accueillis par campagnes, selon les besoins des chantiers locaux d'évacuer leurs matériaux de déblais. Le rythme des camions supplémentaires ne sera pas constant tout au long de l'année.

#### **VI.4- Modification de l'impact sur le paysage**

La modification de la remise en état de la carrière n'engendrera aucune modification significative dans le paysage.

En effet, la carrière sera réaménagée en zone agricole sur une quinzaine d'hectares environ, avec un petit plan d'eau tout en longueur. Les terrains se confondront avec le paysage environnant, qui est occupé principalement par des zones agricoles et par de petits plans d'eau le long de l'Isère, qui proviennent d'anciennes carrières.

#### **VI.5- Modification de l'impact lié à l'accueil des matériaux inertes extérieurs**

##### *VI.5.a- Nature des matériaux*

Le projet de modification de la remise en état de la carrière prévoit le remblaiement partiel du plan d'eau actuel, issue de l'activité d'extraction des matériaux.

Le remblaiement sera réalisé à l'aide :

- des matériaux de découverte et des stériles issus des fines de lavage de l'installation de traitement située sur la carrière de GILLY-SUR-ISERE ;
- de matériaux de remblais inertes d'apports extérieurs, pour une quantité d'environ **1 350 000 m<sup>3</sup>**, issus de chantiers locaux (chantiers TELT et curage de l'Isère).

Les matériaux inertes reçus pour le remblaiement de la carrière seront ceux décrits dans l'Annexe I de l'Arrêté du 12 Décembre 2014, fixant la liste des déchets inertes admissibles dans une installation de stockage des déchets inertes et les conditions d'exploitation de ces installations. Les déblais inertes qui seront accueillis sur le site seront des matériaux issus du B.T.P. et du curage de l'Isère.

Il est à noter que les matériaux contenant de l'amiante (code déchet 17.06.05\*), des mélanges bitumineux (code déchet 17.03.02) et les déchets issus de sites pollués seront strictement interdits sur le site.

### ***VI.5.b- Mesures mises en place pour l'accueil des matériaux inertes extérieurs***

Les matériaux de déblais provenant de l'extérieur du site et servant au remblaiement partiel du plan d'eau de la carrière seront déposés directement au niveau de la zone de la carrière à remblayer (cf. chapitre V.2).

#### ***VI.5.b.i- Mise en place d'une zone de déchargement***

Une aire de déchargement des apports de matériaux extérieurs sera aménagée au fur et à mesure de l'avancement des travaux de remblaiement, au niveau du plan d'eau à remblayer. Celle-ci sera aplatie quotidiennement et fera l'objet d'une signalisation appropriée mobile (piquets, rubalises déplacés à l'avancement).

Les camions transporteront et déverseront les matériaux extérieurs inertes sur cette zone de déchargement prévue à cet effet. Leur chargement sera vidé sur la partie haute du dépôt en respectant une distance minimale de 5 mètres par rapport au bord de fouille.

Un contrôle visuel des déblais, ainsi qu'une vérification de leur conformité via le bordereau ou le document d'acceptation préalable, sera réalisé en même temps que leur déchargement.

Les matériaux non conformes seront refusés, soit :

- à l'arrivée sur le site (pont-bascule),
- à l'aire de déchargement, où ils seront immédiatement rechargés sur les camions et évacués par l'entreprise productrice.

#### ***VI.5.b.ii- Suivi des remblais***

L'Arrêté Ministériel du 22 Septembre 1994 et l'Arrêté du 12 Décembre 2014 imposent les prescriptions qui suivent :

##### ***➤ Avant la livraison / au moment de la livraison des remblais extérieurs***

L'exploitant demandera au producteur des déblais un document préalable, où seront indiqués :

- le nom et les coordonnées du producteur des déblais et, le cas échéant, son numéro SIRET,
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET,
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET,
- l'origine des déblais,
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des matériaux, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 Mai 2000 à laquelle renvoie l'article R.541-7 du Code de l'Environnement,
- les quantités de matériaux inertes concernées (tonnes),
- et, le cas échéant, les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'Article 3 et les résultats du test de détection de goudron mentionné à l'Article 3 de l'Arrêté Ministériel du 12 Décembre 2014.

Ce document sera signé par le producteur des déblais et, le cas échéant, par les différents intermédiaires. Ce document sera conservé par l'exploitant pendant une période d'au moins trois ans et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

➤ **Contrôle systématique du contenu des camions à l'entrée du site**

Un premier contrôle visuel et olfactif des déblais sera réalisé par l'exploitant à l'entrée de la carrière, lors du déchargement des camions sur la zone spécifique avant remblaiement du plan d'eau, ainsi que lors du réglage des matériaux inertes sur le site, afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé (sacs plastiques, bidons, etc.). Il n'y aura pas de déversement direct du chargement dans le plan d'eau sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

La zone de déchargement sera entourée de merlons et d'une signalisation mobile appropriée (piquets, rubalise déplacés à l'avancement) à une distance suffisante du bord de verse pour éviter les enlacements et les risques d'affaissement.

Le responsable du site assurera l'historique du remblaiement par l'exécution d'un plan de zonage de stockage des matériaux inertes et le report de l'état d'avancement sur le plan de situation globale.

➤ **Acceptation des matériaux de remblais extérieurs**

Pour les matériaux qui seront acceptés, l'exploitant délivrera un accusé de réception au producteur des déblais, conformément à l'Article 8 de l'Arrêté du 12 Décembre 2014 en complétant le document fourni par celui-ci avec les informations suivantes :

- la quantité de matériaux admise (tonnes),
- la date et l'heure de l'acceptation des matériaux inertes.

Conformément à l'Article 9 de l'Arrêté Ministériel du 12 Décembre 2014, l'exploitant conservera sur le site de **STE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** un registre d'admission strictement actualisé, dans lequel il consignera pour chaque déchargement de déblais :

- l'accusé d'acceptation des déblais,
- le résultat du contrôle visuel,
- le cas échéant, le résultat de la vérification des documents d'accompagnement,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Dans le registre, seront également mentionnés les éléments suivants :

- la provenance des matériaux inertes extérieurs,
- la quantité des matériaux inertes accueillis,
- les caractéristiques des matériaux ainsi que les moyens de transport utilisés,
- un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

➤ Conclusion

L'ensemble des mesures citées précédemment permettront à l'exploitant de garantir la conformité des matériaux de remblai utilisés pour la remise en état de la carrière.

## **VI.6- Modification de l'impact lié à la remise en état**

### *VI.6.a- Objectifs de la remise en état modifiée*

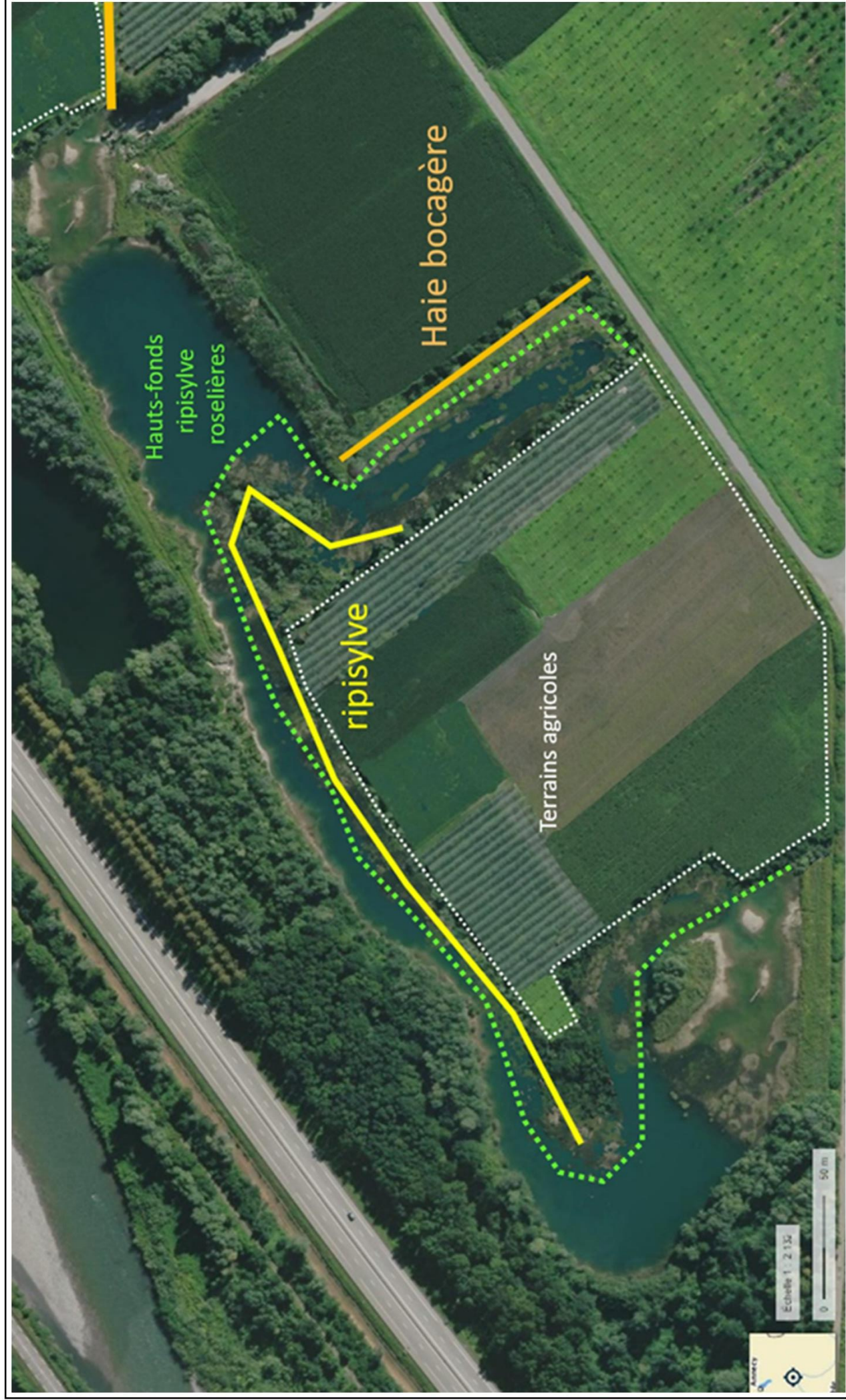
Le principal objectif de la remise en état de la carrière de **SAINTE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** à l'issue de son exploitation est de recréer des surfaces agricoles par comblement d'une grande partie du plan d'eau, tout en conservant la biodiversité présente et en prenant en compte les contraintes hydrauliques.

En effet, lors du début de son activité, la carrière a détruit des espaces agricoles. La commune disposant déjà de plans d'eau sur son territoire, elle préfère restaurer des surfaces agricoles. De plus, l'ouverture de la gravière a créé un plan d'eau et a ainsi permis la colonisation de la zone d'étude par des espèces végétales et animales de milieux aquatiques et humides. **Certains des habitats et espèces apparus grâce à la gravière présentent un intérêt (habitat humide, habitats de reproduction d'espèces protégées ou menacées, etc.) et doivent être préservés.**



Figure 25 – Projet de modification de la remise en état – Schéma de principe

Source : SABLIERES DE STE HELENE



### VI.6.b- Préconisations globales pour la remise en état

Le plan de remise en état de la carrière a été élaboré conjointement entre la Société des **SABLIÈRES DE SAINTE-HELENE** et les écologues de KARUM suite au diagnostic écologique du site et de manière à atteindre les objectifs cités précédemment.

Les préconisations globales des écologues pour la remise en état de la gravière sont les suivantes :

- Les fonctionnalités écologiques de la gravière du fait de ses habitats naturels et de son emplacement géographique au sein des continuums écologiques de la plaine alluviale de l'Isère sont à préserver voire améliorer ;
- Les boisements alluviaux des rives Ouest, Nord et Est, habitats humides d'intérêt communautaire prioritaire participant aux continuums écologiques et abritant de nombreuses espèces animales (notamment des oiseaux, dont de nombreuses espèces protégées), doivent être conservés en l'état ;
- Le plan d'eau doit être partiellement comblé pour restaurer des surfaces agricoles, mais des zones doivent rester en eau pour conserver des habitats aquatiques et humides qui participent aux continuums écologiques et abritent de nombreuses espèces : 12 odonates dont une espèce menacée, 3 amphibiens dont une espèce protégée, plusieurs espèces d'oiseaux nichant ou se nourrissant dans les habitats aquatiques et humides dont plusieurs protégées et/ou menacées, le castor (protégé).

Les rives Ouest (incluant la zone de hauts fonds où nichent les oiseaux d'eau), Nord, et Est (incluant la phragmitaie et la zone de mares temporaires favorables aux amphibiens) sont les plus intéressantes pour la flore et la faune et seront préservées.

- L'île est également intéressante pour la tranquillité de la faune et son caractère insulaire doit également être préservé.

Ces préconisations sont illustrées dans la carte ci-contre.



Le projet de remise en état, présenté au Chapitre V.3, permettra :

- d'améliorer les fonctionnalités écologiques de la gravière et les continuums écologiques en créant un réseau de haies et de ripisylves dense, permettant le déplacement de la petite et grande faune sauvage ;
- de conserver les boisements alluviaux situés au nord de la carrière et présentant un enjeu de conservation prioritaire pour l'avifaune et le Castor d'Europe notamment ;
- de conserver et créer de nombreuses surfaces de zones humides de haute valeur écologique (milieu en régression) telles que les zones de hauts fonds, les roselières et les mares ;
- la conservation le caractère insulaire de l'île,
- de recréer 6 hectares de terres agricoles, permettant ainsi d'atteindre l'objectif de restauration agricole.

**Ce projet est donc très largement compatible avec les objectifs de restauration agricole et écologique prévus.**

De plus, le projet de remise en état ne nuira pas à la fonctionnalité du corridor écologique car il ne créera pas de nouvel obstacle. A contrario, il contribuera à diminuer la largeur du plan d'eau et permettra à la faune sauvage de le traverser plus facilement pour passer d'une berge à l'autre.

#### *VI.6.c- Préconisations à long terme*

##### ➤ Surfaces agricoles

Les surfaces agricoles restaurées permettront de renforcer la biodiversité du secteur : elles peuvent notamment attirer des insectes et des oiseaux pour la nidification ou le nourrissage. Certaines pratiques sont beaucoup plus favorables à la biodiversité que d'autres. Le bureau d'études KARUM conseille donc :

- **de limiter le plus possible les pesticides** afin d'éviter l'empoisonnement des sols, de la faune du sol, des insectes (dont pollinisateurs), et de toute la chaîne alimentaire, mais aussi la pollution des eaux qui aurait de graves conséquences sur les espèces des milieux aquatiques, en particulier les insectes et les amphibiens. Il est également demandé de limiter les engrais pour éviter l'eutrophisation des milieux qui appauvrit la biodiversité. Des pratiques d'agriculture biologique, ou au moins d'agriculture raisonnée, seraient préférables ;
- **de favoriser une mosaïque d'habitats agricoles** plutôt qu'une surface uniforme de monoculture d'un seul tenant, avec par exemple une alternance géographique de champs de céréales, maraîchage, prairies de fauche tardive ou pâturage extensif, vergers, jachères, et/ou des parcelles séparées par des haies bocagères composées d'espèces locales et diversifiées, des arbres isolés (locaux), de grandes bandes herbacées, des murets de pierres, etc.

Pour rappel, les terrains sont la propriété de la commune de Sainte-Hélène-sur-Isère, qui est sensibilisée à ces principes de gestion agricole.

#### VI.6.d- Plantes exotiques envahissantes

La réhabilitation de la gravière sera également l'occasion de supprimer les espèces exotiques envahissantes. Tous les massifs de Renouée du Japon situés sur les berges du plan d'eau et dans les secteurs accessibles de la carrière seront supprimés avec les méthodes décrites dans volet écologique, présent en [Annexe 08](#).

Si ces massifs hors du site ne sont pas éradiqués, la Renouée du Japon reviendra probablement sur la zone d'étude. Pour éviter cela, la zone d'étude sera entretenue par une fauche annuelle, notamment sur toutes les surfaces et bandes herbacées non exploitées, et ce durant toute la durée de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière.

Solidage géant et Vergerette annuelle peuvent être peu à peu maîtrisés par une fauche annuelle tardive mais néanmoins réalisée avant la montée en graines, durant plusieurs années. Le Buddléia est difficile à éradiquer une fois adulte. Dans les secteurs où il a été détecté, les jeunes plants seront arrachés, et les arbres adultes coupés 2 fois par an (les buddléia coupés rejettent vigoureusement de souche) : une coupe avant floraison et une coupe après floraison mais avant montée en graines sera nécessaire chaque année jusqu'à éradication. Les plantes coupées ou arrachées doivent être exportées et détruites, en prenant toutes les mesures nécessaires pour ne pas les disséminer lors des transports.

Enfin, un suivi par un écologue sera nécessaire durant la phase travaux jusqu'à la fin de la réhabilitation, afin de vérifier l'absence d'espèce invasive, l'évolution des milieux et le maintien des espèces faunistiques à enjeu durant toute la période d'activité de la gravière. Le suivi pourra éventuellement se poursuivre quelques années après la fin des travaux, afin de proposer si nécessaire des mesures de gestion favorables à la biodiversité, de s'assurer de la pérennité des milieux et espèces, et de valoriser la réhabilitation.

Les principes généraux préconisés dans l'étude d'impact de 2010 pour la recreation des zones de hauts fonds, des zones humides, des ripisylves, des boisements alluviaux, des haies bocagères et des haies défensives, sont pertinents et en accord avec l'objectif agroécologique du nouveau projet de remise en état du site. Ils assurent l'aménagement de berges plus ou moins pentues en fonction des objectifs visées (zones de hauts-fonds ou non) et la mise en place d'espèce herbacées, arbustives et arborées locales appréciées de la faune sauvage.





# **CHAPITRE VII**

## **MOTIVATIONS DE LA DEMANDE**





## VII- MOTIVATIONS ET JUSTIFICATIONS DE LA DEMANDE

La carrière de **SAINTE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** est autorisée par l'Arrêté Préfectoral du 20 Novembre 2012 jusqu'en Novembre 2027. Cet arrêté prévoit une remise en état sous forme de plan d'eau à vocation écologique.

L'autorisation préfectorale actuelle autorise un rythme d'extraction de 150 000 tonnes/an, sans permettre d'accueillir des déblais inertes extérieurs au site.

### VII.1- Solution de valorisation des déblais prochainement générés en Combe de Savoie

Dans les prochaines années, de grands projets d'infrastructures, situés en Savoie et dans les départements limitrophes, sont susceptibles de générer de gros volumes de déblais inertes non valorisables dans les filières traditionnelles du BTP, du fait de leur trop mauvaise qualité géotechnique. Les projets connus aujourd'hui sont surtout :

- les travaux d'excavation des atterrissements du lit de l'Isère qui empêchent l'écoulement des crues,
- le percement des galeries du tunnel ferroviaire de la ligne Lyon-Turin et de tous ses aménagements connexes,
- les déblais générés par les chantiers de terrassement de la vallée, qui peuvent être considérés comme « diffus », mais qui ont lieu en permanence.

C'est pourquoi la Société des **SABLIÈRES DE SAINTE-HELENE** sollicite une modification des conditions de remise en état du site à l'aide de déblais inertes, le site étant remblayé partiellement. Les volumes sont détaillés ci-après.

#### *VII.1.a- Travaux liés aux aménagements du lit de l'Isère et de ses affluents :*

Le SISARC prévoit sur la durée de l'Arrêté Préfectoral actuel :

- de restaurer le lit de l'Isère entre le pont de l'A 430 à Tournon et la confluence avec l'Arc, générant ainsi environ 500 000 m<sup>3</sup> de limons ;
- d'opérer le recalibrage de certains affluents en évacuant environ 200 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes non valorisables pour le BTP ;
- d'entretenir régulièrement ses ouvrages hydrauliques en évacuant environ 15 000 m<sup>3</sup>/an de matériaux fins, soit un total de 75 000 m<sup>3</sup>.

Les déblais générés par l'ensemble des chantiers liés au SISARC sur la Haute Combe de Savoie devraient générer un total de 775 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes qui devront trouver une filière de valorisation adaptée.



La carrière **SAINTE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** occupe une situation géographique stratégique pour offrir un exutoire à ces matériaux inertes. En effet, les autres possibilités d'accueil sont plus éloignées, ce qui génèrerait un impact transport plus conséquent.

Les travaux de curage et d'entretien de l'Isère produiront donc au maximum 775 000 m<sup>3</sup> de matériaux inertes sur une durée de 5 ans environ, qui pourront être accueillis par la carrière.

#### *VII.1.b- Travaux liés au percement des galeries du tunnel ferroviaire de la ligne Lyon-Turin et de ses aménagements connexes*

La Société TELT recherche actuellement activement des exutoires autorisés à recevoir les déblais inertes générés par son activité. Des installations de stockage dédiées existent déjà dans la vallée de la Maurienne, mais elles ne suffiront pas à absorber la totalité des déblais générés. La carrière de **SAINTE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** offrirait ainsi une alternative précieuse pour offrir un exutoire à ces déblais jusqu'en 2027.

#### **VII.2- Augmentation des capacités de remise en état du site**

Le projet de remise en état actuel est essentiellement à vocation écologique et pour partie agricole.

La demande de modification de la remise en état consiste à un remblaiement partiel du plan d'eau à l'aide des matériaux cités précédemment, afin de créer d'une part un réaménagement agricole de qualité et d'autre part d'améliorer le potentiel écologique du site grâce à l'augmentation en qualité et en surface des zones de haut-fond et roselière du plan d'eau.

La Société des **SABLIERS DE SAINTE-HELENE** s'est rapprochée de la Mairie de Sainte-Hélène, propriétaire des lieux, qui a accueilli très positivement ce projet d'aménagement. En effet, la commune est consciente que les aménagements liés à sa zone industrielle et aux différentes anciennes exploitations de granulats ont prélevé de l'espace agricole, et que ce projet propose une solution pour en restituer.

Le présent porté-à-connaissance vise à apporter au service instructeur les éléments d'appréciations des incidences de ce projet, en particulier son bilan environnemental favorable par rapport aux aménagements écologiques prévus dans l'Arrêté Préfectoral initial ainsi que l'absence d'impact significatif sur la qualité des eaux souterraines du secteur.

Le bilan détaillé des gains par rapport au projet d'origine est détaillé dans le Chapitre V.3.

### **VII.3- Recréation volontaire de terrains agricoles**

D'après le Ministère de la Transition Ecologique, environ que 82 000 hectares de terres agricoles disparaissent chaque année en France (source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006. Traitements : SOeS, 2010).

Le remblaiement de la carrière de **STE HELENE-SUR-ISERE** et la création de surfaces agricoles est une action **volontaire** de la Société SABLIERES DE STE HELENE et du Groupe VICAT. A ce titre, si nécessaire, la nouvelle remise en état de la carrière pourra faire l'objet d'une convention entre la Société SABLIERES DE STE HELENE et la Chambre d'Agriculture de la Savoie dans l'esprit des conventions signées antérieurement dans les départements de l'Ain et de l'Isère.





# **CHAPITRE VIII**

## **ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES**





## VIII- ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'Article 15 de l'Arrêté Préfectoral du 20 Novembre 2012 fixe les montants initiaux des garanties financières permettant la remise en état maximale pour chaque période.

Le montant des garanties financières du site pour la phase d'exploitation en cours (2017-2022) ont été réactualisées par l'acte de cautionnement solidaire du 30 Juin 2016 (cf. [Annexe 07](#)). Le montant du cautionnement s'élève à **154 134 €**.

### VIII.1- Règles de calcul

Le montant des garanties financières permet de couvrir les frais des travaux de remise en état réalisés en cas de défaillance de l'exploitant. Ce montant est calculé par période quinquennale.

Le montant des garanties financières du site est établi à partir du mode de calcul forfaitaire de l'Annexe I de l'Arrêté Ministériel du 9 Février 2004 modifié, et de l'Arrêté du 24 Décembre 2009.

#### ➤ Calcul forfaitaire

La carrière de **SAINTE HELENE-SUR-ISERE « Le Vernay »** appartient à la première catégorie, à savoir « *carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle* » :

$$CR = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3)$$

Avec

<b>C<sub>R</sub></b>	Montant de référence des garanties financières pour la période considérée
<b>S1 (en ha)</b>	Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées, diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.
<b>S2 (en ha)</b>	Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation), diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.
<b>L (en m)</b>	Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges, diminuée des linéaires de berges remis en état.



➤ Coûts unitaires

<b>C1</b>	15 555 €/ha
<b>C2</b>	34 070 €/ha
<b>C3</b>	47 €/m.lin

On définit  $\alpha$  tel que :

$$\alpha = \left( \frac{Index}{Index_0} \right) \times \frac{(1 + TVA_R)}{(1 + TVA_0)}$$

Avec

<b>Index</b>	Indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixées dans l'Arrêté Préfectoral
<b>Index<sub>0</sub></b>	Indice TP01 de Mai 2009, soit 616,5
<b>TVA<sub>R</sub></b>	Taux de la T.V.A. applicable lors de l'établissement de l'Arrêté Préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières
<b>TVA<sub>0</sub></b>	Taux de la T.V.A. applicable au Janvier 2009, soit 0,196.

A titre indicatif, le dernier indice connu à ce jour est celui de Février 2021 pour TP01 =112,1, auquel on applique un coefficient de 6,5345 pour se raccorder à l'ancien paramètre TP01 base 100 de janvier 1975. De même, le taux de la T.V.A. applicable est de 0,2. De ce fait, la valeur de l'indice  $\alpha$  est actuellement de **1,192**.

➤ Superficies estimées

Les différentes superficies qui ont été prises en compte sont récapitulées dans les tableaux situés dans les sous-chapitres suivants.

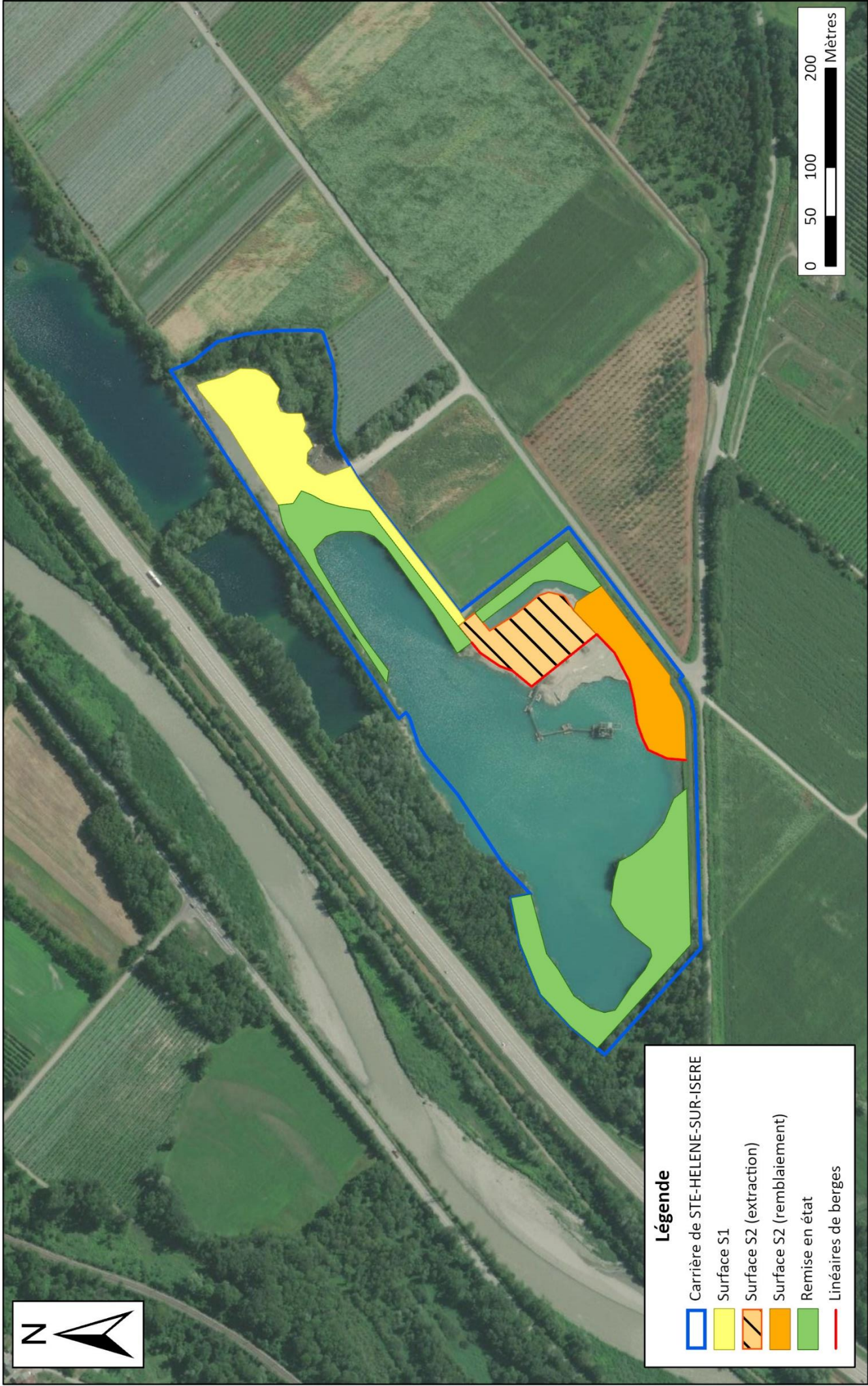
La surface **S1** comprend la surface occupée par :

- l'emprise au sol des pistes d'accès aux zones de remblaiement.

La surface **S2** comprend :

- la surface en chantier (zones en cours de remblaiement et de réaménagement) diminuée des surfaces remises en état.

La longueur **L** correspond au linéaire de berges non réaménagées.



## VIII.2- Calcul des garanties financières pour la période 2021-2022

### ➤ Détails des calculs

Durant la période 2021-2022, l'extraction des matériaux se poursuit. Le remblaiement partiel du plan d'eau débute depuis la partie Sud du plan d'eau en direction du Nord-Ouest.

Les éléments de base pour le calcul des garanties financières pour cette période sont :

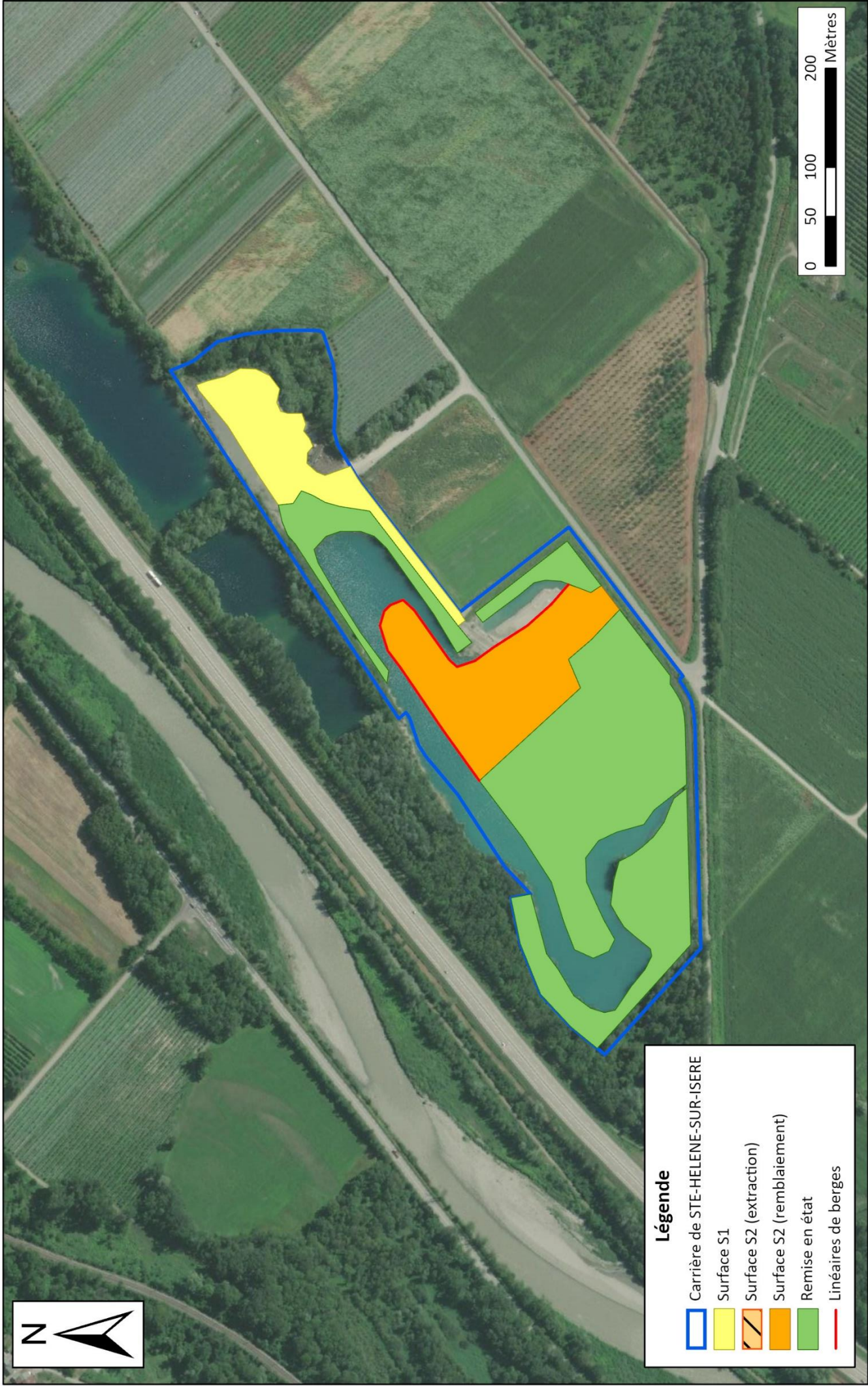
PARAMETRES	S1	S2	S3
	1 ha 17 a 25 ca	1 ha 38 a 65 ca	330 m

Soit

$$\begin{aligned}
 C_{R1} &= \alpha \times (1,1725 \text{ ha} \times 15\,555 \text{ €} + 1,3865 \text{ ha} \times 34\,070 \text{ €} + 330 \text{ m} \times 47 \text{ €}) \\
 &= \alpha \times (18\,238,24 \text{ €} + 47\,238,06 \text{ €} + 15\,510,00 \text{ €}) \\
 &= \alpha \times 94\,349,03 \text{ €}
 \end{aligned}$$

Pour information, avec  $\alpha = 1,192$ , le montant du calcul forfaitaire pour la période 2021-2022 s'élève à **112 464,04 €**.





### VIII.3- Calcul des garanties financières pour la période 2023-2027

#### ➤ Détails des calculs

Durant la période 2023-2027, l'extraction des matériaux se termine. Le remblaiement partiel du plan d'eau se poursuit en direction de l'Est et du Sud-Est. Une partie de la zone remblayée est déjà remise en état.

Les éléments de base pour le calcul des garanties financières pour cette période sont :

PARAMETRES	S1	S2	S3
	1 ha 17 a 25 ca	2 ha 07 a 51 ca	455 m

Soit

$$\begin{aligned}
 C_{R2} &= \alpha \times (1,1725 \text{ ha} \times 15\,555 \text{ €} + 2,0751 \text{ ha} \times 34\,070 \text{ €} + 455 \text{ m} \times 47 \text{ €}) \\
 &= \alpha \times (18\,238,24 \text{ €} + 70\,698,66 \text{ €} + 21\,385,00 \text{ €}) \\
 &= \alpha \times 110\,321,89 \text{ €}
 \end{aligned}$$

Pour information, avec  $\alpha = 1,165$ , le montant du calcul forfaitaire pour la période 2023-2027 s'élève à **131 503,70 €**.



# **CHAPITRE VIII**

## **CONCLUSION**





## **IX- CONCLUSION**

La modification des conditions d'exploitation et de remise en état présentée dans ce porté-à-connaissance concerne uniquement l'accueil de matériaux inertes extérieurs, et la modification de la remise en état, qui prévoit la création de zones agricoles en lieu et place d'une grande partie du plan d'eau.

La modification des conditions d'exploitation ne concerne pas la durée de l'autorisation, ni l'emprise de la carrière.

Ces modifications des conditions d'exploitation ne créeront aucuns impacts significatifs supplémentaires pour les riverains ou l'environnement. Au contraire, elle permet de répondre à un besoin d'exutoire pour l'accueil de matériaux inertes issus de chantiers locaux, comme par exemple le chantier du TELT.

Par ailleurs, le mode d'extraction des matériaux, qui n'a pas été modifié, reste conforme aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral du 20 Novembre 2012.



